

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Le-retour-des-emules-de-Goebbels-Les-cubains-de-Miami-recuperent-leurs-et-oiles-subventionnees-par-les-Etats-Unis>

Le retour des émules de Goebbels : Les cubains - de Miami - récupèrent leurs étoiles subventionnées par les Etats-Unis.

Date de mise en ligne : jeudi 2 novembre 2006

- Empire et Résistance - Bataille pour l'information -

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Sur pressions de la Communauté cubaine de Miami, le Miami Herald a réembauché aux journalistes licenciés pour toucher de l'argent pour parler mal de Fidel Castro.

Par [Página 12](#).

Buenos Aires, 4 Octobre 2006.

[Leer en español](#)

La pression de la Communauté cubaine a plus pu. Après un mois et demi, le président de la société qui dirige les quotidiens *The Miami Herald* et *El Nuevo Herald*, Jesus Diaz, a dû revenir sur sa décision d'écarter trois journalistes qui recevaient de l'argent du gouvernement américain pour prendre part des actions propagandistes anticastristes.

Les journalistes percevaient des milliers de dollars pour apparaître dans des programmes de *Voice of America*, et *Radio y TV Martí*, des médias dirigés et financés par la Maison Blanche.

Diaz a affirmé hier dans un nouvel éditorial que, bien qu'il continue à soutenir qu'il s'agissait d'un conflit d'intérêts, il mettait en doute que les politiques de l'entreprise sur ce type de situations avaient été dûment expliquées aux journalistes. Dans le même article dans lequel a défendu la décision de revenir sur les renvois, et de clarifier le manuel d'éthique de la publication, Diaz a annoncé son renoncement.

Cette polémique a commencé vers le milieu d'août dernier. A la surprise de beaucoup - à Miami parce qu'à Cuba, cela fait longtemps qu'on le dénonçait -, le journal *el Nuevo Herald* a décidé d'écarter trois journalistes recevant de l'argent du gouvernement américain pour diffuser le discours anticastriste de la Maison Blanche. (Voir : [[Journalisme "anti-Cuba : "Et à toi qui te paye ?" \] \]\)](#)

Une enquête journalistique du journal au titre de la Loi d'Accès à l'Information avait révélé que Wilfredo Cancio, Pablo Alfonso et le collaborateur Olga Connor ont reçu, depuis 2004 jusqu'à 2005 inclus, entre 15.000 et 179.000 dollars chacun.

Devant la surprise qui a causé cette nouvelle dans la Communauté cubaine puissante à Miami, Diaz a décidé de publier un éditorial en expliquant les raisons des renvois. Dans son article, il a ajouté les noms de dix autres journalistes d'origine cubaine qui percevaient aussi de l'argent pour critiquer au gouvernement dirigé par Fidel Castro dans les programmes de radio Martí et TV Martí. Parmi eux figurait le journaliste Carlos Alberto Montaner et le journaliste de Canal 51 de Miami Juan Manuel Cao. Ce dernier fut un détracteur célèbre de Castro pendant sa dernière visite à Cordoba, dans le cadre du récent sommet du Mercosur [1].

Depuis les renvois, la direction de *The Miami Herald* et du *Nuevo Herald* a subi les attaques d'une grande partie de la Communauté cubaine anticastriste de cette région. Sur septembre seulement, les deux journaux ont perdu 1.300 abonnements. Les groupes anticastristes les plus importants ont mis en cause les renvois et ont appelé à un boycott publicitaire.

"Nous rejetons les tentatives du Miami Herald de faire taire nos voix", avait expliqué le mois dernier le directeur "du Conseil pour la Liberté de Cuba", Remèdes Díaz Oliver. En outre, un groupe de quelque 400 auteurs, penseurs et intellectuels liés à l'anticastrisme ont signé une lettre d'appui aux trois journalistes, qui a circulé à travers les médias locaux et emails.

Les critiques sont aussi venues depuis l'intérieur du journal. Des dizaines de journalistes et travailleurs du Nuevo Herald ont publié dans des *blogs* et des médias alternatifs une lettre ouverte attaquant la décision de l'entreprise. Entre les arguments qu'ils brandissaient on décelait le supposé style partisan des journalistes qui travaillent dans les journaux latinos, et la nature publique qu'ont pris les apparitions médiatiques des licenciés.

Toutefois, les médias anticastristes du gouvernement américain ont une petite particularité : les lois américaines contre la publicité politique ne leur permettent pas de transmettre leurs programmes sur leur territoire propre. À leur tour, les journalistes licenciés se sont justifiés en disant que le travail "supplémentaire" leur avait été autorisé par un éditeur décédé il y a deux ans.

La pression a produit son effet. "Alors que je crois encore que recevoir ce type de paiements fut largement une violation aux principes admis de l'éthique journalistique, qui a violé la confiance avec nos lecteurs, nos politiques contre ce type de comportement pourraient avoir été communiquées de manière ambiguë, appliquées de manière inconsistante et mal interprétées pendant plusieurs années dans la rédaction du Nuevo Herald", a expliqué Diaz dans l'éditorial qu'a publié hier ce même journal.

Très différent était le ton de l'ex directeur il y a quelques semaines, quand il affirmait qu'on ne pourrait pas assurer l'objectivité et l'intégrité du journal si certains de leurs journalistes recevaient de l'argent d'agences gouvernementales.

Notes :

[1] "Monsieur Castro, quand allez-vous permettre au docteur Hilda Molino de sortir de Cuba pour voir sa famille ?", a demandé le journaliste Juan Manuel Cao, du Canal 51 de Miami, au président cubain Fidel Castro.

La scène du croisement verbal s'est déroulée au Sommet du Mercosur à Cordoba, en Argentine, en juillet dernier. La question a délié la colère de Castro. "Et qui te paye pour que tu fasses ces scandales ?", il a répondu au journaliste. Le journaliste a dit qu'il le ferait gratuitement, mais que les règlements ne le lui permettent pas. "J'encaisse symboliquement, mais sous les prix de marché", a-t-il assuré.

Mais apparemment, Fidel ne s'était pas beaucoup trompé. Il y avait quelqu'un qui en effet payait Cao.